

Rationalité et objectifs des exploitations paysannes : un exemple en Inde du Sud

In: Tiers-Monde. 1998, tome 39 n°153. pp. 189-209.

Citer ce document / Cite this document :

Landy Frédéric. Rationalité et objectifs des exploitations paysannes : un exemple en Inde du Sud. In: Tiers-Monde. 1998, tome 39 n°153. pp. 189-209.

doi : 10.3406/tiers.1998.5226

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_1998_num_39_153_5226

RATIONALITÉ ET OBJECTIFS DES EXPLOITATIONS PAYSANNES. UN EXEMPLE D'INDE DU SUD

par Frédéric LANDY*

Si les paysans sont désormais considérés comme des êtres « rationnels », leurs objectifs peuvent être fort éloignés de la maximisation du profit. Cet article propose donc un modèle à trois niveaux pour expliquer les choix paysans et leur diversité, à partir de la comparaison de deux villages du Karnataka – l'un irrigué, l'autre pas : il tend à montrer que pour expliquer la diversité des logiques et des stratégies paysannes, on ne peut se contenter de la taille de la propriété foncière, du niveau d'éducation, de tous ces facteurs quantifiables que je propose de regrouper sous le terme de « capital objectif ». Il faut aussi prendre en compte le « capital subjectif », c'est-à-dire la personnalité de chacun, ses goûts et ses peurs, son intelligence ou ses pulsions.

Ce qu'il faudrait, c'est que les économistes incorporent à leur analyse, quand c'est indiqué, des émotions et des traits fondamentaux tels que le désir de pouvoir et de sacrifice, la peur de s'ennuyer, le plaisir de l'engagement et de l'inattendu, la recherche de sens et de solidarité, etc.

Albert O. Hirschman (1984), p. 107¹.

La vieille question de la rationalité des paysans du « Tiers Monde »² ne se pose plus guère de nos jours. Il fut pourtant un temps où l'on accusait facilement le riziculteur indien, le *caboclo* brésilien, et davantage encore l'agriculteur d'Afrique noire, de paresse, de « pensée prélo-

* Département de géographie, Université de Paris X, 92001 Nanterre Cedex. Cet article reprend pour l'essentiel les conclusions de mon livre *Paysans de l'Inde du Sud. Le choix et la contrainte*, Paris, Karthala-Institut français de Pondichéry, 1994, 492 p. Il a été publié en anglais sous le titre « Ends, Logics, Strategies. Rationality and Objectives of Tropical Peasant Holdings: A South Indian Exemple », *Man and Development*, Chandigarh (Inde), XIX, 3, septembre 1997, p. 70-89.

1. A. O. Hirschman (1984), *L'économie comme science morale et politique*, Gallimard-Seuil, 112 p. (trad. partielle de *Essays in Trespassing. Economics to Politics and Beyond*, Cambridge Univ. Press, 1981, 310 p.).

2. Gardons le terme bien que le « second monde » ait disparu avec l'effondrement du bloc socialiste.

gique » ou de croyances anti-économiques. Les sociétés rurales dans lesquelles ils vivaient – et qui faisaient d’eux des *paysans* davantage que de simples « agriculteurs » – n’étant pas fondées sur la « rationalité économique », elles laissaient une part, jugée souvent excessive, aux liens de parenté, aux relations de sociabilité, ou à la « religion ».

A l’inverse, à partir des années 1960 surtout, un mouvement inverse se dessina pour, à la suite du prix Nobel d’économie T. W. Schultz (1964)¹, décerner aux paysans des pays tropicaux leur brevet de rationalité : si les rendements étaient faibles, c’est que leurs facteurs de production faisaient défaut en quantité et en qualité ; si leurs budgets consacraient trop de place à des dépenses « non économiques », c’est parce que davantage d’investissement dans leur exploitation agricole n’aurait créé qu’une productivité marginale négligeable. Les facteurs économiques suffisaient à expliquer les choix paysans sans qu’il faille faire intervenir des facteurs culturels.

Aujourd’hui, refusant ces deux points de vue extrêmes, la plupart des observateurs s’accordent pour dire que les paysans du Tiers Monde ne sont ni des brutes fatalistes ou bigotes, ni des entrepreneurs maximisant forcément le revenu – sauf cas individuels – mais doivent être situés dans un entre-deux qui les rend comparables aux formes de logiques d’un Parisien ou d’un New-Yorkais moyen.

Il semble de même que l’on soit parvenu à une entente concernant deux autres disputes conceptuelles. La première concernait l’ampleur de la liberté laissée à l’individu dans les sociétés dites « traditionnelles ». On peut désormais dépasser certaines visions d’inspirations structuralistes ou marxistes, qui ignoraient trop l’individu, sans pour cela tomber dans un individualisme méthodologique outrancier, tant il est vrai que chez les Inuits aussi bien que chez les agriculteurs beaucerons, l’individu ne joue pas qu’un rôle défini par la société qui l’encadre. L’acteur est aussi un agent. D’un côté donc, l’individu est un véritable concentré de sa société : de même que chaque point d’un hologramme contient presque toutes les informations de l’image dont il fait partie (E. Morin), dans l’individu se reflète la société tout entière à travers sa langue, sa culture, ses valeurs. D’un autre côté, chaque individu a un rapport avec sa culture qui lui est propre, en fonction de sa personnalité, de son statut socio-économique, de son âge – et ce dans toutes les sociétés, même si ce n’est pas toujours dans la même mesure.

1. T. W. Schultz (1964), *Transforming Traditional Agriculture*, New Haven, Yale Univ. Press, 212 p. Pour l’actualité de ces thèses, cf. R. Ball, L. Pounder, « Efficient but poor » Revisited, *Economic Development and Cultural Change*, Chicago, vol. 44, n° 4, juillet 1996, p. 735-760.

De même sont presque vaines les querelles entre marxistes et idéalistes, pour savoir qui de l'économie ou des représentations idéologiques fonde les sociétés tropicales, puisque la réponse est sans doute : « Ni l'une ni l'autre, et les deux à la fois. » M. Godelier (1984)¹ est sans doute celui qui a le mieux expliqué cette alliance entre « l'idéal et le matériel » : fondant habilement, pour mieux les dépasser, les théories de Marx et l'idée de K. Polanyi (1957)² selon laquelle l'économie rurale est « encastree » (*embedded*) dans les sociétés traditionnelles, il suggère que la religion, ou l'idéologie, ou les rapports de parenté, peuvent fort bien être les véritables « infrastructures » d'une société s'ils fonctionnent en même temps comme rapports de production, s'ils servent de vecteurs économiques. On peut voir une illustration de cette théorie dans le maintien du système des castes qui subsiste dans l'Inde contemporaine : ce système fondé sur la religion hindoue n'a-t-il pas survécu parce qu'il fonctionne également comme structure économique ? Chaque caste, à laquelle est attaché un certain degré de pureté religieuse, correspond traditionnellement à une activité économique (ou politico-religieuse) : le système des castes, tout hiérarchique qu'il soit, est donc aussi un système économique fondé sur une certaine complémentarité inégalitaire³.

Voilà qui laisse leur place aux facteurs culturels, tout en expliquant que les logiques paysannes ne puissent aller dans un sens fondamentalement anti-économique. Les paysans des pays tropicaux sont désormais bien hybrides : êtres culturels, ils sont aussi des êtres économiques – autrement dit des êtres humains. Leurs objectifs, s'ils ne correspondent pas forcément à la « rationalité » telle qu'elle est définie trop rapidement en Occident⁴, sont toujours poursuivis d'une façon qui, elle, est tout à fait rationnelle. C'est ce que J. Elster (1986)⁵ appelle la « rationalité formelle », c'est-à-dire l'adaptation des moyens à la fin recherchée – la seule rationalité qui puisse être définie sans trop de subjectivité. En Inde l'*Homo economicus* peut donc coexister avec l'*Homo hierarchicus*⁶, et à l'inverse les

1. M. Godelier (1984), *L'idéal et le matériel. Pensées, économies, sociétés*, Paris, Fayard, 348 p.

2. K. Polanyi, C. Arensberg (éd.) (1957), *Trade and Market in the Early Empires*, New York, The Free Press.

3. D'ailleurs, l'un des quatre buts de l'homme selon les textes anciens brahmaniques est l'*artha*, c'est-à-dire la recherche du profit, l'intérêt matériel (et la quête de la prospérité du royaume, pour le prince). L'*artha* est placé juste derrière le *dharma* (le devoir fondamental de maintenir l'ordre du monde et de respecter la loi religieuse), et devant le *kama*, le désir amoureux. Cf. M. Biarreau (1981), *L'hindouisme. Anthropologie d'une civilisation*, Paris, Flammarion, 206 p.

4. L'« Occident » est une notion floue, et la terminologie bien malheureuse : un pays « oriental » comme le Maroc se situe en fait à l'ouest de la France. J'utilise cependant le terme par facilité.

5. J. Elster (1986), *Le laboureur et ses enfants. Deux études sur la limite de la rationalité*, Paris, Éd. de Minuit, 202 p.

6. L. Dumont (1966), *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 450 p.

entrepreneurs occidentaux, soumis à l'imperfection de leurs connaissances, aux pressions de la mode, de la publicité, du besoin de loisirs, sont des êtres beaucoup moins économiquement rationnels qu'on ne l'a dit¹. Les limites des modèles « utilitaristes » sont donc réelles.

Ainsi, alors que l'opposition « logiques individuelles en pays développés / logiques individuelles en pays sous-développés » s'était trouvée trop longtemps recouvrir les oppositions « rationnel/irrationnel » et « libre/non libre », celles-ci ont été finalement dépassées : les individus membres des sociétés « traditionnelles » apparaissent plus rationnels et libres qu'il n'y semblait... alors que les individus des sociétés développées le sont moins qu'on ne l'avait cru.

Cependant, une fois affirmé que la « pensée sauvage » ne l'est pas, le fonctionnement des exploitations agricoles ne paraît pas beaucoup plus clair pour autant. Si leur « utilité » ne correspond pas nécessairement à la maximisation du revenu net, quels sont donc les objectifs que tentent d'atteindre les paysans ? Quelle est leur marge de liberté lorsqu'il leur faut faire des choix face aux contraintes climatiques, économiques, sociales, ou politiques ?

I. FINALITÉS, LOGIQUES, STRATÉGIES

Il faut d'abord souligner que les situations varient selon les pays et les groupes sociaux. C'est ainsi que M. Dufumier (1985)² distingue quatre objectifs possibles pour les exploitations agricoles du Tiers Monde : *l'autosubsistance, la marge brute à l'hectare, la rémunération du travail familial*, et enfin *le taux de profit* – seul objectif véritablement « schultzien » où l'on cherche à rentabiliser au maximum le capital investi.

Ces quatre objectifs pourraient peut-être eux-mêmes être subdivisés afin de préciser encore davantage la diversité des finalités des exploitations agricoles : mais, quoi qu'il en soit, ils montrent bien que selon les régions, voire selon les continents, les situations varient énormément. Mieux : au sein d'une même région, au sein d'un même village, les systèmes de production peuvent avoir différents objectifs en fonction de la surface cultivée, de la main-d'œuvre disponible, du cheptel, etc. C'est

1. Cf. par exemple H. A. Simon (1983), *Reason in Human Affairs*, Oxford, Basil Blackwell, 116 p., et la somme de H. Bartoli, *L'économie multidimensionnelle*, Economica, 1991, 528 p.

2. M. Dufumier (1985), Systèmes de production et développement agricole dans le Tiers Monde. *Les Cahiers de la recherche-développement*, Montpellier, n° 6, p. 31-38.

ainsi que M. J. Dugué (1986)¹ a recensé trois objectifs possibles dans un seul village du Yatenga (Burkina Faso) : « l'autosubsistance à court terme », « l'autosuffisance alimentaire avec besoins monétaires faibles », enfin « assurer un revenu élevé à la famille et capitaliser ». A chaque exploitation correspond un de ces trois objectifs, en fonction du nombre, de la surface et de la répartition des parcelles, en fonction du nombre des actifs familiaux ou de la taille du troupeau.

On peut cependant se demander s'il faut se contenter de ces typologies d'objectifs. Ces classements ont l'intérêt d'être très théoriques pour synthétiser la réalité du terrain et la rendre plus intelligible, mais du même coup ils ne coïncident pas toujours avec les objectifs réels des paysans. Si l'on interroge un cultivateur wolof du Sénégal ou un agriculteur jat de l'Uttar Pradesh sur la finalité de son exploitation agricole, affirmera-t-il : « Je veux maximiser la marge brute à l'hectare », ou même « Je veux investir dans les cultures commerciales » ? Non. Il répondra par exemple plus simplement : « Je veux devenir plus riche. » Parlera-t-il d'autosubsistance ? Il affirmera plutôt sans doute, ce qui n'est pas la même chose : « Je ne veux pas prendre de risques. » Mais on l'entendra d'autres fois répondre aussi : « Je souhaite marier ma fille selon mon rang » ou « Je rêve d'être élu représentant du village ».

Parfois, l'agriculteur ne voudra rien répondre, ou mentira sur ses objectifs, ou ne pourra livrer une vérité dont il n'a pas pleinement conscience². Mais que l'objectif de son exploitation soit exprimé directement par le paysan, ou seulement déduit par l'enquêteur à partir des comportements et des choix de l'agriculteur, voilà en tous les cas de quoi troubler ceux qui auraient aimé faire entrer l'exploitation dans une case de leur grille de lecture : « maximisation du revenu net », ou « maximisation du revenu brut », « recherche de l'autosuffisance », etc. Où placer en effet « Je veux marier ma fille » ? Tout cela n'est pas qu'une question de vocabulaire ou de différents niveaux d'abstraction opposant un diplômé en agronomie, en économie ou en géographie à un paysan parfois analphabète : il s'agit bien d'une différence plus fondamentale de *niveau d'analyse*. Quand le chercheur affirme d'après son enquête : « Untel veut maximiser son revenu par hectare », assurément il a conscience de

1. M. J. Dugué (1986), *Fonctionnement des systèmes de production et utilisation de l'espace dans un village du Yatenga*, coll. « Documents systèmes agraires », n° 1, Montpellier, CIRAD, 56 p. + annexes.

2. Par souci de simplification, on n'abordera pas ici la question pourtant essentielle des pouvoirs de décision au sein de la maisonnée : le chef d'exploitation est-il le seul décideur, ou prend-il en compte les souhaits des autres membres de la maisonnée ? La question ne pourrait pas être éludée si l'on étudiait ces sociétés d'Afrique tropicale où les femmes et les cadets disposent souvent d'une forte autonomie économique. En Inde, c'est beaucoup plus rarement le cas : cependant, faire comme si les choix de l'exploitation étaient ceux d'un seul individu correspond assurément à une regrettable schématisation de la réalité – à laquelle il faut bien se résoudre ici, sauf à grossir démesurément cet article.

dépasser la pensée explicitée de l'agriculteur (un peu comme cette critique littéraire qui découvre sous les textes étudiés des significations qui avaient complètement échappé à leurs auteurs même). Mais, alors que le chercheur croit aller plus profondément que le paysan dans la description de l'objectif de l'exploitation, il s'arrête en fait à un niveau inférieur, sans pouvoir découvrir l'objectif qui, apparemment plus simple, plus concret, se trouve à la base du fonctionnement de l'exploitation et l'explique complètement.

Expliquons-nous : il ne faut pas confondre le but et le moyen. « Je veux devenir riche » ou « Je veux marier mes trois filles avec de belles dots » représentent des buts à atteindre ; maximiser la marge brute à l'hectare, ou chercher la plus forte productivité du travail possible, ne sont que des modes particuliers de production, et ne représentent pas, quoi qu'on puisse penser, de véritables objectifs.

On voit que le problème est relativement complexe, d'autant qu'il existe sur la question un flou malheureux concernant la terminologie : « objectifs », « logiques », « stratégies », « buts »... Tous ces mots semblent parfois équivalents ; or ils ne le sont pas ; surtout, les confondre peut avoir de graves conséquences sur la compréhension du fonctionnement des exploitations agricoles.

Proposons donc quelques définitions. Le but de l'exploitation, je l'appellerai *finalité* : c'est l'objectif ultime vers lequel tend le système de production, que cela soit s'enrichir, acheter la parcelle du voisin détesté, ou se maintenir en survie. Ces finalités sont recherchées au moyen de *logiques* : c'est ainsi qu'il existe des logiques d'autosuffisance, des logiques de maximisation du revenu net, etc. Une même finalité peut être atteinte par des logiques différentes : c'est ainsi que la finalité « sécurité » correspond à plusieurs logiques possibles : logique d'autosuffisance par exemple, ou logique de diversification économique qui permet de ne pas « mettre tous ses œufs dans le même panier ».

Il convient enfin de définir un dernier niveau : la *stratégie* suivie par l'exploitant, c'est-à-dire les moyens concrètement mis en œuvre. Autant il est relativement aisé de recenser les différentes logiques et finalités existant dans le monde, qui sont en nombre limité, autant les stratégies varient grandement selon les régions ou même les villages. Dans un même village du Karnataka – dont il sera question plus longuement ici – une finalité d'enrichissement pourra être atteinte par l'achat de terre, ou par l'achat de bétail, tout autant que par l'investissement dans un moulin à canne à sucre ou dans l'éducation d'un fils.

Au total, la stratégie est le moyen, la logique est le mode, la finalité est le but. Mais peut-être convient-il à présent de préciser ces concepts à travers l'exemple de deux villages du Karnataka.

II. ZONE IRRIGUÉE, ZONE NON IRRIGUÉE AU KARNATAKA

La recherche sur laquelle se fonde le modèle ici proposé s'est déroulée en 1988-1990 au cours de onze mois passés dans deux villages du Karnataka méridional (Inde du Sud)¹. Là, sur le plateau du Maidan, à 900 m d'altitude environ, il pleut approximativement 800 mm. Mais ce climat semi-aride offre des potentialités et des contraintes bien différentes selon que les agriculteurs disposent d'irrigation ou non. Aussi pour notre recherche a-t-on sélectionné dans le district de Mandya deux villages, l'un irrigué depuis 1940 par le canal Vishveshvarayya à partir des eaux du fleuve Kaveri, l'autre dépourvu d'irrigation à part un petit *tank* (étang d'irrigation) vide en fin de saison sèche et quelques puits réservés aux paysans les plus riches.

On reconnaîtra là la démarche suivie par Mme T. S. Epstein (1962, 1973)² qui, avec talent, compara par deux fois, à quinze ans d'intervalle, deux villages du Karnataka, l'un irrigué, l'autre « sec » avec cultures pluviales. De fait, notre village irrigué, Mottahalli, n'est qu'à 3 km de celui étudié par Epstein, qu'elle avait nommé du pseudonyme de Wangala : il s'agit de la zone la mieux irriguée de tout le Karnataka méridional, où l'eau est disponible toute l'année. Notre village non irrigué, lui, se compose en fait de deux hameaux contigus du *taluk* de Nagamangala, Mayagonahalli et Naragalu (sélectionnés ensemble pour obtenir une masse de population à peu près comparable : 1 150 habitants à eux deux en 1990, contre 2 100 pour Mottahalli). Nous les avons choisis au cœur d'une des régions les plus déshéritées du Karnataka méridional, et c'est là la première différence avec le choix d'Epstein, dont le village non irrigué, Dalena, se trouve en fait à proximité immédiate de la zone irriguée par le canal Vishveshvarayya. La deuxième différence, c'est que Mayagonahalli et Naragalu sont à 11 km d'une bourgade, Nagamangala (moins de 15 000 habitants en 1991), et à 60 km de Mandya (120 000 habitants)³ : il s'agit donc de villages véritablement ruraux. Alors que Dalena, le village choisi par Epstein, se trouve juste sur le *State Highway* reliant les deux

1. Les résultats complets de cette recherche pour le doctorat de géographie ont été publiés dans F. Landy (1994), *Paysans de l'Inde du Sud. Le choix et la contrainte*, Paris, Karthala-IFP, 492 p. Le travail s'est fait dans le cadre du programme *Migrer ou pas ? Changement rural, logiques de mobilité et logiques d'enracinement en Inde du Sud* lancé par le CEGET-CNRS et l'Institut français de Pondichéry, dont les résultats ont été publiés dans J.-L. Racine (éd.) (1994), *Les attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*, Institut français de Pondichéry - Maison des Sciences de l'Homme, 400 p.

2. T. S. Epstein (1962), *Economic Development and Social Change in South India*, Manchester, Manchester University Press, 350 p. et (1973), *South India : Yesterday, Today and Tomorrow*, Londres, Macmillan, 274 p.

3. Dont notre village irrigué n'est distant que de 9 km.

grandes villes du sud du Karnataka, Mysore et Bangalore, et à proximité immédiate de Mandya : plus que d'un village non irrigué, il s'agit donc surtout d'un village périurbain, ce qui n'est pas sans avoir un impact sur l'évolution économique de ce village.

Mais la troisième différence entre notre démarche et celle d'Epstein est une différence de perspective : elle s'intéressait surtout au devenir des *villages*, à leurs trajectoires économiques, sociales et politiques. Je me suis intéressé avant tout à l'échelle des exploitations, voire des *individus*. La problématique de ma recherche était moins l'impact de l'irrigation sur un système rural – comme pour Epstein – que les logiques des paysans et leur marge de manœuvre face aux contraintes climatiques, économiques, sociales ou culturelles.

A l'échelle du village, il est sûr que tout oppose la zone irriguée par canal et la zone semi-aride. Commençons par l'irrigué : à Mottahalli, les trois quarts du finage bénéficient de l'eau du canal. Aussi 40 % des terres cultivées sont-elles en canne à sucre, et le reste en paddy ou en éleusine (millet) irrigués avec deux récoltes par an. Les rendements sont bons (125 t de canne/ha, et plus de 6 t de paddy/ha). Surtout, les débouchés de la canne à sucre assurent des revenus importants. Les planteurs peuvent en effet compter sur deux débouchés possibles : soit la raffinerie de Mandya, à qui ils vendent leur production par contrat souscrit en début de campagne, à un prix fixé par l'État relativement élevé (490 Rs/t en 1992) ; soit la trentaine de moulins artisanaux villageois, appartenant aux plus gros propriétaires, qui produisent du « jagre » (*gur*, sucre brut non raffiné).

Grâce à l'irrigation, mais aussi grâce aux prix de la canne et du jagre, l'agriculture est rentable au village. Certains paysans, et pas forcément des plus riches, prennent même le risque de ne cultiver que de la canne à sucre sur leurs parcelles sans cultures vivrières. Au total, avec un demi-hectare irrigué, une famille de cinq personnes peut (sur)vivre.

Les écarts sociaux sont cependant importants. Non point tellement parce que 12 % des ménages possèdent plus de 4 ha au contraire des 20 % qui possèdent moins de 1 ha¹, mais parce qu'est grand le nombre des maisonnées sans terre (29 %). L'existence d'un tel prolétariat (commune aux autres villages des environs) est en fait paradoxalement l'effet de la prospérité : il s'agit pour la plupart d'immigrés qui ont quitté leur village non irrigué pour s'installer définitivement à Mottahalli, souvent sur une terre publique que leur offre l'État. Ces immigrants sont rejoints pendant la saison du broyage de la canne par des saisonniers, eux aussi venus de villages « secs ».

1. On suit ici la terminologie officielle, selon laquelle 1 ha irrigué vaut 2 ha standard (bien qu'en réalité 1 ha irrigué rapporte environ 6 fois plus).

Les salaires de ces ouvriers agricoles ne sont guère élevés en comparaison des revenus de la vente de la production : en 1993, plus de 10 roupies pour huit heures de coupe de la canne, 10 *seers* de grains avec deux repas pour une journée de moisson du paddy¹. Cela reste suffisant toutefois pour attirer des habitants de villages sans irrigation, qui ne vont certes pas ici s'enrichir, mais qui du moins pourront survivre. Surtout, la plupart prend une avance sur salaire (sans intérêt) auprès d'un propriétaire : de telles relations de clientélisme entraînent la perte partielle de liberté, mais assurent une certaine sécurité et sont en fait recherchées.

Mottahalli correspond en fait au phénomène décrit par Epstein : dans ce village, l'irrigation, facteur de prospérité, a agi comme facteur de conservation économique et sociale. L'économie villageoise est presque exclusivement agricole, à l'exception de quelques artisans traditionnels, d'une rizerie et des moulins à canne. Quelques minuscules épiceries et un loueur de vélos, la généralisation de vaches laitières de race améliorée, voilà résumée la diversification économique du village. L'agriculture est trop rentable pour qu'on s'en éloigne, et ce n'est pas un hasard si même l'éducation est encore un investissement relativement peu prisé : seulement 31 % des hommes et 15 % des femmes savent lire et écrire². Quant à l'évolution sociale, elle est aussi très limitée : certes, les relations de servage fondées sur un endettement héréditaire (*jita*) des ouvriers agricoles ou des Dalit (Intouchables) n'existent plus ; certes, les Dalit peuvent depuis les années 1980 marcher chaussés de sandales dans les rues du village ; mais ils doivent toujours boire à l'extérieur des cafés, et la plupart demeurent liés par le système des avances sur salaire. Le *panchayat* (conseil de village) traditionnel est concurrencé par le moderne conseil de village élu ; mais c'est le *patel* (chef coutumier) qui préside celui-ci, et les Vokkaliga (70 % de la population) représentent plus que jamais la caste économiquement et politiquement dominante du village.

Les deux petits villages non irrigués, Mayagonahalli et Naragalu, représentent-ils la situation inverse de Mottahalli ? Agronomiquement, oui. Dans l'année, on ne peut cultiver qu'une seule récolte d'éleusine (7 à 8 q/ha en moyenne) incluant quelques rangs d'oléagineux en culture associée. Plus rarement, on pratique deux cultures à suivre de rustiques *jowar* (sorgho) fourrager et *horsegram* (pois). Aucune culture

1. Un *seer* de paddy représente environ 1 kg ; 1 F valait plus de 5 Rs à l'époque (mais on pouvait obtenir un repas végétarien complet pour 4 Rs).

2. La zone non irriguée, elle, a des taux d'alphabétisation supérieurs. En revanche, le nombre des enfants en âge d'être scolarisés qui fréquentent l'école est comparable dans deux régions étudiées (deux tiers), ce qui prouve que la zone irriguée est en train de combler son retard.

commerciale si ce n'est les cocoteraies des vallons (15% des terres cultivées) et une sériciculture embryonnaire (2% des terres en mûrier irriguées par puits). Voilà qui est bien peu pour faire vivre une population dans un *taluk* (subdivision du district) dont la densité rurale est de plus de 140 hab/km². Aussi un sixième des habitants de Mayagonahalli et Naragalu (des hommes avant tout) est-il absent des deux villages : émigrés pour quelques années – ou plus rarement toute la vie – à Bangalore, Bhadravati, ou même Bombay à plus de 1 000 km, pour des emplois en général peu qualifiés dans la restauration ou les transports. Il est à remarquer que ces circuits migratoires ignorent complètement et les villes proches de Mandya et Mysore, et la zone irriguée pourtant longtemps très attractive pour des migrations à long terme : voilà qui est un signe de la segmentation des circuits migratoires et du rôle des contacts établis, qui font que chaque village de la région a ses filières particulières.

Le village ne tire guère d'avantages de cette émigration, puisqu'un serveur de restaurant employé à Bombay, qui gagnait environ 500 Rs par mois en 1990, n'envoyait en moyenne que 100 Rs à sa famille. Mais si l'exploitation ne gagne que peu à envoyer un de ses membres en migration, le principal avantage est de compter une bouche de moins à nourrir. L'émigration n'est qu'une simple soupape de sûreté, qui permet la survie mais non point l'enrichissement – à de rares exceptions près.

Peut-on rapprocher cette situation de celle décrite par Epstein ? Selon celle-ci, la présence d'irrigation permet de maintenir certaines structures sociales et politiques que son absence oblige au contraire à faire disparaître, étant donné que dans les zones non irriguées les ressources nouvelles ne peuvent venir de l'agriculture mais d'une diversification économique qui entraîne de profonds changements d'ordre économique, social, politique, ou rituel.

L'absence d'irrigation à Mayagonahalli et Naragalu a-t-elle donc entraîné de profonds changements économiques et sociaux ? Point du tout. De diversification économique, il n'y en a guère : l'élevage laitier est plus réduit que dans le village irrigué étant donné que la population est plus pauvre, mais aussi que fonctionnent moins bien les programmes de développement lancés par l'État tels que l'*Integrated Rural Development Programme*. On ne trouve que quelques échoppes à un carrefour routier près des deux villages. Aucun autre commerce sinon le courtage des noix de copra, ou la vente par les éleveurs eux-mêmes de cocons. Certes, l'éducation a été considérée comme importante plus tôt que dans le village irrigué, ce qui fait que 53% des hommes, mais seulement 13% des femmes, savent lire et écrire : en tout, seuls 9% des adultes ont le brevet.

Quant aux bouleversements sociopolitiques, eux aussi sont absents. Vrai, le panchayat traditionnel n'existe plus. Mais a-t-il jamais existé ? Pas de mémoire d'homme en tout cas : mon hypothèse est que, alors que la région de Mandya possédait avant même la construction du canal Vishveshvarayya quelque irrigation par des tanks ou des canaux issus directement de la Kaveri, il n'y a jamais eu dans la région de Nagamangala d'eau à gérer (à part celle de tanks très tôt vides au début de la saison sèche), donc point le besoin d'une organisation villageoise solide et efficace.

Vrai aussi, dans les villages non irrigués de Mayagonahalli et Naragalu, les Dalit peuvent boire dans les mêmes verres que les autres castes, et à l'intérieur des cafés – nous avons vu que ce n'est pas le cas à Mottahalli. Mais n'est-ce pas surtout dû au fait que les cafés se trouvent tous à l'extérieur du village, en bordure de route, près d'un arrêt de bus anonyme ?

Selon Epstein, c'était la nécessité de s'ouvrir vers l'extérieur qui avait créé de nouvelles structures sociales et de pouvoir à Dalena, son village non irrigué. Ici, guère de changement. L'absence d'irrigation n'a pas entraîné de bouleversement économique, et c'est toujours la propriété foncière qui hiérarchise la société puisque les activités non agricoles sont déficientes¹. Partant, pas de bouleversement social. A cette faiblesse de la diversification économique, les raisons sont certes nombreuses : manque de capitaux en raison de la pauvreté de l'agriculture, environnement régional peu développé, nullement dynamisé par la petite ville de Nagamangala, etc. L'absence de diversification n'est donc pas étonnante. Il reste que cela va à l'encontre de la théorie d'Epstein selon laquelle l'absence d'irrigation encourageait les activités non agricoles. Sans doute la situation décrite par cette économiste est-elle davantage caractéristique des villages périurbains que des villages non irrigués. La diversification est favorisée par une localisation en bordure d'un axe de communication important, bien plus que par l'absence d'irrigation en tant que telle.

III. LE CHOIX ET LA CONTRAINTE

Revenir sur les théories d'Epstein n'était pourtant pas l'objet principal de mon étude. Ce que je recherchais était plutôt de comprendre les choix des paysans, et leur éventuelle marge de liberté : rendre compte de la diversité des exploitations.

1. On compte 7% de paysans sans terre dans nos deux hameaux non irrigués, à Mayagonahalli comme à Naragalu. Mais le premier village est nettement mieux pourvu en « gros propriétaires » que le second, puisqu'on compte 13% de maisonnées possédant plus de 4 ha (et 33% entre 2 et 4 ha), contre 2% seulement à Naragalu (et 12% entre 2 et 4 ha).

Naturellement, le premier facteur de différenciation en Inde est la taille de la propriété foncière. Il est évident que les plus gros propriétaires ont à leur disposition un éventail de stratégies, de logiques et même de finalités plus large que celui réservé aux microfundiaires et aux sans-terres. Et pourtant : le facteur foncier suffit-il à rendre compte de la diversité des logiques paysannes au sein d'un même village ? Alors que dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne ou d'Amérique latine le contrôle des hommes est traditionnellement plus important que le contrôle de la terre, peut-on dire que les typologies d'exploitations en Inde peuvent n'être fondées que sur la superficie cultivée ?

Retournons par exemple à Mottahalli. En ce jour de mars, Kempe Gowda, 45 ans, est en train de répandre de l'engrais chimique sur des tomates qui poussent comme culture intercalaire sous une petite cocoteraie irriguée. Cette parcelle n'est que la moitié d'un champ originel qui a été partagé entre Kempe et son frère à la mort de leur père. Or, à côté du champ de tomates sous cocoteraie, la seconde moitié de la parcelle ne porte aucune culture sous les arbres. Le choix du frère de Kempe, propriétaire de cette terre, s'explique : à l'ombre, les tomates ne donnent jamais beaucoup. Alors, pourquoi une intensivité du système de culture plus grande chez Kempe que chez son frère ? Les deux hommes possèdent la même superficie. Mais c'est que Kempe a deux filles de 12 et 15 ans, et cinq fils célibataires dont le plus jeune a déjà 19 ans ; tandis que son frère n'a que trois enfants, dont l'aîné a 12 ans : celui-ci peut donc se permettre de laisser en jachère sa cocoteraie. Il cherche à maximiser le profit net, tandis que Kempe doit maximiser le revenu brut, presque à n'importe quel prix pour pouvoir nourrir et occuper sa nombreuse main-d'œuvre.

Il existe donc bien d'autres facteurs pouvant expliquer les différences de logiques que la taille de l'exploitation : la caste et la religion, le nombre de fils/filles, la quantité de bétail, le type de structure familiale (famille indivise ou famille nucléaire), l'âge, le niveau d'éducation, le rang social... Tous ces facteurs sont cependant assez faciles à recenser, voire à quantifier, et laisseraient donc croire à la possibilité d'une modélisation ou d'un système-expert très performants pour rendre compte des logiques paysannes à l'échelle de l'exploitation. Ce sont tous des moyens de production, ou des facteurs influençant directement le fonctionnement du système de production : pour des raisons que nous verrons plus loin, je propose de les regrouper sous le terme de « capital objectif ». Ainsi donc, si l'on envisage deux exploitations ayant une même surface cultivée, un même cheptel, un même niveau d'éducation, une même structure démographique, un même

rang social, une même caste, etc., on considérera que leur « capital objectif » est exactement semblable. Leurs stratégies, voire même leurs logiques et leurs finalités seront-elles pour autant les mêmes ? Sans doute pas.

... Voici, toujours à Mottahalli, les quatre fils mariés de Javare Gowda qui ont quitté l'exploitation paternelle et se sont vu alors attribuer leur part de terre. En Inde le patrimoine est divisé en autant de parts égales qu'il y a de fils, et ceux-ci ont donc reçu 0,4 ha irrigué chacun (Javare a gardé ses trois autres fils avec lui, sur 1,6 ha). L'aîné, Linge, 34 ans, prend en location des moulins à jagre et y broie de la canne à sucre qu'il achète à d'autres paysans : une activité à haut risque, qui lui rapporta 20 000 Rs une année et lui fit perdre 10 000 Rs l'année suivante. Il est en outre un des deux ou trois agriculteurs de Mottahalli à avoir une bananeraie. Il a acheté une vache laitière de race améliorée pour en vendre le lait. Sa mentalité d'entrepreneur ne laisse aucun doute sur la finalité de son exploitation : s'enrichir. Sa logique : maximisation du revenu net.

Le second fils, Nage, 30 ans, est davantage allé à l'école que son frère (sept années), mais est plus prudent. Il ne loue pas de moulin à jagre et ne possède pas de vache laitière, mais travaille de temps à autre comme courtier pour des rizeries de la région, ce qui lui procure un revenu relativement stable. Il voit sans doute moins grand que son frère, et sa logique est davantage tournée vers l'autosuffisance que Linge, en raison de la finalité de son exploitation, la sécurité.

Le troisième, Puttaswamy, 23 ans, deux années d'école, est le plus audacieux de tous. Comme Linge, il loue des moulins à jagre ; mais va jusqu'à consacrer toutes ses terres à la canne à sucre, sans jamais y faire pousser des cultures vivrières comme le paddy ou l'éleusine. La logique commerciale domine sans partage son exploitation – ce qui est d'autant plus risqué qu'il ne peut compter sur ses frères ou son père pour lui donner du grain en cas de coup dur, étant fâché avec eux. On le trouve en effet trop instable, et trop tourné vers la boisson.

C'est pourtant le dernier fils marié, Sidde, que ses frères dénigrent le plus. Trois années d'école, et toujours analphabète : « Il n'a pas de tête », dit-on de lui. Ses 40 ares, il les cultive selon la rotation traditionnelle au village, canne-paddy-éleusine. Il n'est pas courtier en paddy. Il ne prend pas de moulin en location. Il se contente de vendre sa canne soit à la raffinerie, soit à un moulin. Prudence, voire passivité semblent le caractériser.

Avec un même capital foncier de départ, les quatre frères suivent des stratégies, des logiques et des finalités très diverses, que ne suffisent pas à expliquer les légères dissemblances concernant leur âge et leur niveau

d'éducation¹. Quel ultime critère de différenciation évoquer alors, si les différences de « capital objectif », ici presque minimales, ne suffisent pas à expliquer les choix de chacun ?

Il nous faut désormais quitter le domaine des facteurs « objectifs » et le plus souvent quantifiables, celui de la superficie foncière ou du nombre d'actifs familiaux, de la caste ou de la classe, pour pénétrer celui plus abscons de la personnalité individuelle, du caractère de chacun, de son intelligence, de ses goûts, de ses peurs, de ses répulsions, un domaine façonné par l'enfance encore plus sans doute que par la vie d'adulte : ce que j'appellerai le « capital subjectif ». Une partie de ce capital est certes déterminée par l'environnement, social ou régional : que le village soit irrigué, ou proche géographiquement des centres de pouvoirs régionaux, et les motivations des individus y résidant seront fort différentes de celles de paysans vivant dans des villages misérables ou traditionnellement dominés voire exploités. Mais pour le reste, le « capital subjectif » est seulement fonction de l'individualité (ou *des* individualités des différents membres de la maisonnée, si ceux-ci, comme c'est souvent le cas, influent sur les décisions du chef d'exploitation).

On peut se poser la question : faut-il vraiment prendre en compte ce « capital subjectif » qui sent tellement l'inconscient et la psychanalyse – domaines difficiles à aborder pour un géographe ou un sociologue ! – si l'on a une vue « économique » du développement rural ? Introduire une innovation agronomique (une nouvelle variété de semences, des puits, une culture commerciale...) suppose-t-il vraiment d'aller chercher dans le tréfonds de la personnalité de chacun pour avoir quelque chance que le projet de développement réussisse ?

Il est sûr qu'on peut se passer de la démarche ici proposée, et en rester au stade de l'étude du « capital objectif » qui reste bien sûr le plus fondamental. Mais le comportement général d'une population est composé d'une somme de cas particuliers, eux-mêmes façonnés en partie par le capital « subjectif » de chacun. Et, quand on veut s'appuyer pour le démarrage d'un projet sur quelques individualités considérées comme pouvant jouer le rôle de « moteur » au sein du village pour pousser à l'adoption de l'innovation, il importe que ces individus soient perçus avec l'ensemble des caractéristiques de leur exploitation, capital subjectif comme capital objectif. Assurément, les logiques paysannes sont explicables *en premier lieu* par les structures sociales, les contraintes

1. Linge a trois jeunes enfants (deux garçons et une fille), Nage a trois fillettes, Puttaswamy deux très jeunes enfants, Sidde n'en a pas. Des situations familiales diverses, qui pourtant ne peuvent expliquer les différentes logiques suivies par les quatre frères. C'est ainsi que Nage, parce qu'il doit envisager avant une quinzaine d'années de fournir une dot à chacune de ses trois filles, devrait être le plus soucieux de la maximisation du profit afin d'accumuler quelque épargne : c'est loin d'être le cas.

politiques, économiques ou culturelles qui les encadrent ; mais on ne peut les comprendre tout à fait qu'en faisant intervenir *en dernier ressort* le capital subjectif.

Les tableaux qui suivent veulent évoquer, pour la zone irriguée comme pour la zone « sèche », la diversité des stratégies, logiques et finalités suivies par les paysans¹. En abscisse sont les contraintes : présence ou absence d'irrigation par canal bien sûr (contraintes régionales), mais aussi contraintes à l'échelle de l'exploitation représentées par les variations de capital objectif, selon qu'il est « faible », « moyen » ou « important ». On voit comme ces adjectifs qualificatifs sont flous : je me suis refusé en effet à inscrire dans ces tableaux des limites de propriétés foncières précises, pour bien montrer que le capital objectif n'était pas déterminé uniquement par le contrôle de la terre, mais aussi par d'autres éléments, en général moins importants il est vrai. Par exemple, un très petit propriétaire peut fort bien disposer d'un important capital objectif s'il est bachelier, car cela lui permet de plus facilement diversifier ses activités économiques ; de même s'il appartient à une haute caste dont le pouvoir se traduit par un crédit plus facile ou des relations de travail plus favorables. Des seuils précis de superficie ne peuvent donc être définis : si l'on veut toutefois quelque ordre de grandeur, disons que la limite entre capital objectif « faible » et « moyen » est d'environ 0,5 ha pour une famille nucléaire dans le système rural irrigué, et de 1 ha en zone pluviale. Un capital objectif « important » correspond grossièrement à plus de 2 ha irrigués à Mottahalli, et à plus de 2,5 ha (souvent avec puits et pompe) à Mayagonahalli et Naragalu. Cependant, non seulement ces limites, répétons-le, ne suffisent pas à définir les différents niveaux de capital objectif, mais encore les niveaux de vie varient beaucoup entre les deux régions : un capital objectif « faible » en zone irriguée fait vivre moins chichement qu'à Naragalu.

En ordonnée sont les différentes logiques et finalités suivies : on voit que pour un même capital objectif, plusieurs logiques et finalités sont possibles. Il y a donc un élément de *choix*, déterminé en partie, pensons-nous, par la personnalité et l'intelligence de chacun, par le « capital subjectif ». Le terme de « choix » peut sembler certes un peu excessif, ne serait-ce que parce que l'individu ne détermine pas son capital subjectif, mais qu'il est au contraire déterminé par ce dernier. Gardons-le cependant, pour mettre en valeur la marge de liberté qui

1. Dans chacun des villages, une première enquête a été menée sur 50% des ménages, puis une seconde, plus approfondie, en a concerné 10%. L'échantillon qui m'a servi à bâtir ces tableaux est donc d'assez petite taille (34 ménages pour Mottahalli).

existe entre les contraintes des systèmes de production et les logiques et finalités suivies en définitive.

Des contraintes assurément très fortes ! Il n'est que de compter le nombre de cases avec mention « inexistant » concernant les exploitations à capital objectif faible, pour s'apercevoir que bien des logiques et des stratégies sont interdites aux plus pauvres. Sans surprise, ce sont les riches qui disposent de la palette de choix la plus étendue.

En outre, tous les types de logiques et de stratégies ne sont pas également représentés : dans le village irrigué de Mottahalli par exemple, la finalité « enrichissement » concerne à elle seule 42 % des exploitations, et la sécurité 35 %. L'hédonisme (une certaine paresse au nom de la priorité aux loisirs) et le « suicide économique » (très souvent par l'alcool) n'ont qu'une importance marginale¹. On pourrait donc dessiner une courbe gaussienne, avec des logiques et finalités centrales représentant la majorité des exploitations, tandis que les extrêmes de la courbe ne représenteraient que des choix minoritaires. Autrement dit, la variété des finalités soulignée ne doit pas nous faire oublier que la plupart des exploitants cherchent soit la sécurité (pour les plus pauvres), soit l'enrichissement, en général par la maximisation du revenu brut ou net par hectare. Cependant, prendre conscience de la diversité des logiques paysannes permet de ne pas réduire la nature humaine à un schéma unique mais d'appréhender son aspect protéiforme. Tenir compte des minorités est sagesse politique autant qu'obligation morale.

Car c'est quand même la diversité qui frappe au vu de ces tableaux – d'autant que les cloisons entre chacune des cases n'ont rien d'étanche, et que sur le terrain bien des exploitations correspondent à des cas intermédiaires : je n'ai fait que schématiser la réalité². La distinction entre stratégie, logique et finalité permet en outre de mettre en lumière une variété de choix qui aurait pu rester masquée : c'est ainsi que dans le village irrigué de Mottahalli, certains agriculteurs consacrent l'ensemble de leurs terres à la canne à sucre, sans pratiquer de culture vivrière. Mais deux logiques différentes président à cette stratégie : la plupart souhai-

1. Je ne puis donner de pourcentages à propos de la zone de cultures pluviales, car mon enquête y utilisa un échantillon stratifié non proportionnel afin d'étudier toute la gamme des diverses logiques paysannes (tandis que j'avais employé la méthode des quotas dans le village irrigué). Il est vraisemblable que dans ces villages « secs » la part de la finalité « sécurité » est accrue, alors que l'« enrichissement » est moins répandu en raison d'un environnement plus difficile.

2. Par exemple, avoir pour finalité le prestige politique peut entraîner par la suite d'importantes retombées économiques favorables, qui peuvent alors faire croire à une simple finalité d'enrichissement. Cependant, certains chefs d'exploitation candidats à une élection dépensent tant pour la propagande et la construction d'une clientèle électorale que, même à long terme, leur finalité ne peut être assimilée à l'enrichissement.

tent maximiser leur revenu net, tandis que d'autres, surendettés, ne font que tenter de se procurer un maximum d'argent pour rembourser leurs créanciers. Chez les uns, la finalité est l'enrichissement ; chez les autres, la simple survie¹.

En outre, cette diversité est une diversité dans le temps : au fil des ans et des saisons, en fonction des accidents économiques ou climatiques, en fonction des bonheurs et des malheurs, des décès, des naissances et des mariages, une exploitation peut changer de finalité, de logique et de stratégie. Au cours de sa « trajectoire », l'exploitation est confrontée à de nouvelles expériences qui font évoluer les critères de choix et les objectifs finaux. Voilà d'ailleurs une faiblesse de mon modèle : une finalité, par définition, se projette dans l'avenir ; or cet aspect diachronique ne peut s'inscrire convenablement dans la grille ici présentée, qui ne décrit une situation qu'à un instant précis, celui de l'enquête.

Pour chacun des deux villages étudiés au Karnataka, on a pu construire une grille synthétisant les diverses stratégies des exploitations en fonction du « capital objectif » (la contrainte) mais aussi des différentes logiques et finalités (le choix). Ces deux grilles ont une structure similaire, et nul doute que si l'on avait étudié une autre région de l'Inde, voire un autre pays ou un autre continent, on en aurait pu établir d'autres fort comparables, quoique non identiques. Partout l'on trouvera la même diversité, partout la même place laissée au « capital subjectif », une fois prises en compte les contraintes du « capital objectif ». Un universitaire de Paris, un cadre supérieur de Denver, un agriculteur du Sénégal, un épicier de Rio de Janeiro : tous, me semble-t-il, font leurs choix en faisant jouer de façon semblable contrainte et marge de liberté, capital objectif et capital subjectif, n'oubliant jamais leurs désirs, leurs craintes ou leur volonté de puissance quand il leur faut choisir une carrière, un investissement ou un mode de vie.

1. Cette dernière finalité n'a pas été placée sur le tableau dans un souci de simplification. J'aurais pu en fait en ajouter bien d'autres, mais j'ai préféré les regrouper au maximum, plaçant par exemple le souci de bien marier sa fille et celui d'être élu chef du conseil de village sous une même rubrique, celle du prestige. Du coup, les finalités représentées ne correspondent pas véritablement au but ultime de l'exploitant. Sous un terme générique comme « enrichissement », par exemple, peuvent se cacher des choix fort différents : s'enrichir parce qu'on veut voyager n'est pas la même chose que s'enrichir pour le plaisir de compter ses écus. Par ailleurs, il est vraisemblable qu'il existe au village d'autres finalités que je n'ai pas décelées, comme l'obsession d'acheter la parcelle d'un voisin détesté... Soulignons donc que la construction d'un tel tableau est un travail éminemment subjectif, puisque c'est l'enquêteur lui-même qui définit la logique et la finalité de chaque exploitation, en fonction de la stratégie constatée et de ce que lui disent les paysans. L'important à mon sens est donc davantage le principe de la division du tableau en trois colonnes (finalité, logique, stratégie) plutôt que le contenu même de chaque case.

		<i>Système rural irrigué de Mottahalli</i>			
		<i>Exploitations</i>			
<i>Choix selon capital subjectif</i>	<i>Contraintes</i>	<i>A capital objectif « faible »</i>	<i>A capital objectif « moyen »</i>	<i>A capital objectif « important »</i>	
<i>Finalités</i>	<i>Logiques</i>	<i>Stratégies</i>			
<i>Sécurité</i>	<i>Autosuffisance</i>	Type 1. Salarié agricole ou non agricole avec avance sur salaire Si terre possédée, cultures vivrières essentielles. Peu de scolarisation et de bétail	2. Cult. vivrières surtout. Rarement salarié (sans avance). Peu d'éducation et de bétail	Inexistant	29%
	<i>Diversification</i>		3. Emploi non agricole peu qualifié. Canne vendue à la raffinerie. Bufflesse	4. Éducation. Canne domine les rotations (vente à raffinerie). Éventuelle vente de céréales. Bufflesse	
	<i>Maximisation du revenu par temps de travail</i>	Inexistant	5. Jamais salarié agricole. Bufflesse si main-d'œuvre disponible	6. Canne à la raffinerie. Peu de journaliers engagés. Bufflesse	6%
<i>S'enrichir mais avec sécurité</i>	<i>Maximisation du revenu brut par hectare</i>	7. Salarié agricole (avance). Pas de scolarisation	8. Salarié agricole sans avance. Bufflesse à crédit	9. Avances à journaliers. Scolarisation. Moulin à jagre. Bétail laitier	6%
		Canne prédominante, vendue à la raffinerie et aux moulins à jagre			
		INTENSIF			

S'enrichir	Maximisation du revenu brut par hectare	10. Canne dominante. Salarié agr. (avance). Bufflesse à crédit. Faire-valoir indirect, courtier pour rizerie	11. Emploi comme journalier. Bufflesses ou vaches croisées (endettement productif). Éducation	12. Investissement dans l'achat et la culture de la terre avant tout	21 %
	Maximisation du profit net	Inexistant	13. Diversification : vache, moulin à jagre loué... Endettement productif. Scolarisation longue	14. Diversification : vache, construction de moulin à jagre. Scolarisation même des filles	21 %
Prestige social politique ou religieux	Toutes logiques sauf maximisation du profit	Inexistant	15. Possession de moulin à jagre. Scolarisation longue. Dépenses (fêtes...) importantes par rapport au capital objectif	16. Moulins. Éducation. Clientélisme. Maison type urbain	9 %
Hédonisme	Limitation du temps de travail	Inexistant	17. Agriculture extensive. Dépenses de consommation	18. Agriculture extensive. Abandon des terres sèches	6 %
Suicide économique	Limitation du temps de travail	19. Extensif. Dépenses de consommation. Vente ou location des terres	20. Cf. type 19. Rare	21. Cf. type 19. Rare	3 %
		26 %	41 %	32 %	100 %

Fig. 1. — Typologies des logiques dans les villages non irrigués de Mottahalli
(on a entouré d'un trait double les stratégies les plus rencontrées)

		<i>Système rural pluvial de Naragalu et Mottahalli</i>		
		<i>Exploitations</i>		
<i>Choix selon capital subjectif</i>	<i>Contrainte</i>	<i>A capital objectif « faible »</i>	<i>A capital objectif « moyen »</i>	<i>A capital objectif « important »</i>
<i>Finalités</i>	<i>Logiques</i>	<i>Stratégies</i>		
Sécurité	Autosuffisance	1'. Cultures vivrières dominant. Salarial agricole ou non agric. Pas de bétail laitier sinon des vaches de trait. Pas d'éducation	2'. Comme dans 1'	Inexistant
	Diversification		3'. Comme 1', avec un peu de bétail laitier	4'. Cultures vivrières et cocoteraies. Bufflesse(s) sans emprunt. Éducation
	Maximisation du revenu par temps de travail	Inexistant	5'. Rare emploi agricole. Émigration assez qualifiée. Quelques cocoteraies	6'. Cocoteraies importantes (parfois copra). Peu d'éducation ni bufflesse
S'enrichir mais avec sécurité	Maximisation du revenu brut par hectare	7'. Salarier, émigration. Engagement éventuel de journaliers. Terres même peu fertiles (ou publiques) cultivées	8'. Peu d'émigration. Emploi comme salarié agricole. Bufflesse achetées à crédit	9'. Pas d'émigration. Bufflesse ou vaches de race croisées. Vivrier marchand. Courtier en copra
		Cocoteraies sur les bonnes terres INTENSIF		

S'enrichir	Maximisation du revenu brut par hectare	10'. Émigration plutôt que salariat local. Bufflesse à crédit. Culture de terres publiques	11'. Émigration. Emprunt pour bufflesse ou vache croisée. Cocoteraies importantes	Inexistant
	Maximisation du profit net	Inexistant	12'. Sériciculture. Nombreuses bufflesse. Vente de copra autoproduit. Maximum de cocoteraies	13'. Sériciculture. Élevage laitier intensif (vaches croisées). Courtier en copra. Éducation même des filles
Prestige social politique ou religieux	Toutes logiques sauf maximisation du profit	Inexistant	14'. Stratégies variables Agriculture souvent extensive. Dépenses non directement productives	15'. Dépenses non directement productives
Hédonisme	Limitation du temps de travail	Inexistant	16'. Salariat limité aux tâches bien rémunérées Nombreuses cocoteraies	17'. Jachère sur les plus mauvaises terres
Suicide économique	Limitation du temps de travail	18'. Alcoolisme et marginalité. Travail pour survie biologique	19'. Cf. type 18'. Rare	20'. Cf. type 18'. Rare

Fig. 2. — Typologies des logiques dans les villages non irrigués de Mayagonahalli et Naragalu